



Vous voulez les misérables secourus ? Moi je veux la misère supprimée. Victor HUGO Quatre-vingt-treize

Grain de sable du pays d'Aix

Bulletin bimestriel du comité local

Janvier - Février 2010
N° 58

Maison des Associations
1 rue Emile TAVAN
13100 Aix en provence

06 83 41 89 51
aix@attac.org
www.local.attac.org/13/aix

Ah ça ira, ça ira, ça ira ...

Ça m'énerve...

- le double salaire du PDG d'EDF,
- les super-profits des banques, les super-bonus des dirigeants, les super-dividendes des actionnaires,
- le racket exercé sur les entreprises du CAC40 par les hyper-salaires des patrons,
- les boîtes qu'ils ferment; qu'ils délocalisent, les salariés qu'ils licencient,
- la capitulation précoce du PS sur la durée de cotisation pour le droit à la retraite,
- l'intox quotidienne des médias sur les retraites ou la protection sociale
- la liquidation des services publics, l'annonce de 4000 suppressions d'emploi dans l'assistance publique d'Île de France, les suppressions de postes dans l'éducation
- la privatisation de La Poste
- l'écoute involontaire toutes les heures sur France-inter des cours de la Bourse
-

Énervé, indigné, révolté, désorienté.... mais aussi mobilisé :

Attac reste un outil irremplaçable qui nous permet de canaliser nos exaspérations vers l'action et la réflexion.

La crise globale, financière, sociale et écologique, met les propositions d'Attac au cœur du débat social. Nous avons montré que la domination de la finance et du libre-échange étaient insoutenables à terme, et proposé les moyens d'en sortir. Nous devons rester fermement ancrés dans notre spécificité.

Le « + » d'Attac, c'est de combiner trois choses :

- une cible : l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde
- un objectif qui est aussi un moyen : la prise de pouvoir des citoyens sur leur vie, la construction d'une démocratie active
- une méthode : la construction de convergences entre mouvements sociaux, en particulier au sein du mouvement altermondialiste.

Le nouveau CA d'Attac, co-présidé par Thomas Coutrot et Aurélie Trouvé s'est réuni pour la première fois les 9 et 10 janvier 2010. Sans préjuger de l'actualité sociale, il propose parmi les objectifs de 2010 :

- de développer et articuler **trois campagnes banques, taxes globales, justice climatique**, avec comme échéances les G20 (et notamment celui en France mi-2011), et la COP16 (conférence climatique) au Mexique fin 2010 ;
- de poursuivre la **construction du réseau européen et international des Attac** ; à faire du FSM 2011 une priorité dès aujourd'hui;
- d'être **plus présent, avec nos spécificités, sur les campus** en s'appuyant notamment sur Attac Campus, et dans les **luttons contre la précarité** en interaction avec les syndicats et les mouvements des sans.

Mais nous devons aussi travailler à ATTAC sur :

- **La démocratisation de notre fonctionnement** notamment renforcer les liens entre Attac France et les comités locaux
- **La rechercher et la mise en place des innovations qui favorisent la participation effective des adhérents** : préparation des campagnes, participation au contenu de la lettre aux adhérents et du site d'Attac Pays d'Aix par exemple, journées d'études spécifiques.
- Le **renforcement de nos moyens financiers** : la première mesure est une **campagne d'adhésions**. L'objectif de cette campagne est d'atteindre 10.000 adhérents en 4 mois, objectif à la fois ambitieux et à notre portée. Cela représente une progression d'environ 25% de nos effectifs par rapport à l'exercice précédent. Adhérez, réadhérez, c'est le premier acte militant.

Appelez vos collègues, amis, connaissances à renforcer ATTAC !

Bernard Lagune

AGENDA fév-mars 2010

Mardi 02 février 2010 à 19h30

Attac au Jas

Quel or pour la Guyane ?

Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Provence.

Mardi 09 février 2010 à 20h00

CA ouvert à tous les adhérents

Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Provence.

Mercredi 10 février 2010 à 20h30

Film « La fin de la pauvreté »

Débat animé par Attac pays d'Aix et CADTM Aix
Cinéma les arcades, place Gambetta, Salon de Pce -
04 90 53 65 06

Jeudi 11 février 2010 à 19h00

Echanges sur l'économie avec Renaud Gallimard

En partenariat avec l'Université Populaire du Pays d'Aix.

Maison de la vie associative, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, à Encagnane - Aix en Pce.

Jeudi 18 février 2010 à 19h00

Attac au Ligoures

La banque, quelle Utilité sociale ?

Maison de la vie associative, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, à Encagnane - Aix en Provence.

Mardi 2 Mars 2010 à 19:30

Attac au Jas

« La privatisation de la petite enfance »

avec Marie-Laure Cadart et Martine Garin
Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Provence.

Mardi 09 mars 2010 à 20h00

CA ouvert à tous les adhérents

Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Provence.

Jeudi 11 mars 2010 à 19h00

Echanges sur l'économie avec Renaud Gallimard

En partenariat avec l'Université Populaire du Pays d'Aix

Maison de la vie associative, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, à Encagnane - Aix en Pce.

Jeudi 18 mars 2010 à 19h00

Attac au Ligoures

Assemblée Générale d'Attac Pays d'Aix

Maison de la vie associative, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, à Encagnane - Aix en Provence.

Mardi 23 mars 18h00

L'indépendance des médias

Par François Ruffin, journaliste au Monde Diplomatique

En partenariat avec les étudiants du Comité Jean Jaurès

IEP, 25 rue Gaston de Saporta – Aix en Provence

LA BANQUE, QUELLE UTILITE SOCIALE ?

(Réunion du jeudi 18 février au Ligourès)

La crise a montré les risques pour la société d'un système bancaire dérégulé et dirigé par des prédateurs, sans autre but que la rentabilité à court terme.

Les grands groupes bancaires se livrent à des activités rentables, mais dangereuses pour la stabilité du système financier. De plus, du fait de leur taille et de la nature opaque de leurs opérations, ils échappent au contrôle et aux sanctions des autorités.

C'est pourquoi, Attac, avec les Amis de la Terre et des organisations syndicales de la banque, ont décidé de lancer en 2010 une campagne sur le thème : "CHANGEONS LA BANQUE".

Cette campagne vise à mobiliser les citoyens sur l'indispensable contrôle social sur le système bancaire.

Dans le cadre de cette campagne, est prévue la mise en place d'un "observatoire des banques" destiné à évaluer leur impact social et économique. Du matériel pédagogique devrait aussi être produit pour permettre de clarifier le fonctionnement des banques et de réfléchir à une autre conception de la banque.

C'est dans le cadre de cette campagne nationale qu'Attac Pays d'Aix prévoit deux réunions sur ce thème dans le courant de l'année. La première, qui est programmée pour le 18 février s'intitule : La Banque, quelle utilité sociale ? A partir d'extraits d'un documentaire sur la City de Londres, où se trouve la plus grande concentration de banques au monde, et de l'éclairage apporté par Renaud Gallimard et Monsieur Jean-François Schmitt, directeur du Crédit Coopératif à Aix, nous réfléchirons au rôle des banques et aux missions que nous attendons d'elles.

Michelle et Jean Fourny

Au revoir Ernest !

L'année 2010 a débuté sans Ernest Hussy, qui nous a quittés en septembre dernier. Ernest fut un militant d'Attac de la 1ère heure liant engagement et convivialité, rigueur dans ses actions et bonne humeur. C'est lui qui a amené le thème de l'économie solidaire à Attac pays d'Aix organisant d'abord une réunion publique sur le sujet en 2000, puis animant le groupe Economie solidaire et enfin proposant aux militants qui le souhaitaient de créer une Cigales (Club d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'Economie solidaire). Cette Cigales, "la Mouette", Ernest en fut le président pendant 6 ans jusqu'à l'année dernière où nous l'avons clos, une Cigales durant 5 ans renouvelable une fois. La Mouette a financé 4 projets dont le 1er, le

Grain de sable, restaurant alternatif rue du Baignoires à Marseille, venait de restituer le capital investi par celle-ci ce qui signifie un succès pour ce projet. Cette aventure a permis à des militants de mettre leurs idées en pratique. C'est une des nombreuses alternatives qui rendent un autre monde possible...

Aujourd'hui ce sont de nombreux membres d'Attac pays d'Aix qui rendent hommage à Ernest dont des amis très proches et de longue date.

Sa crinière blanche, son sourire et sa jeunesse d'esprit vont nous manquer!

Valérie Brûlant

Vous l'avez sûrement remarqué, notre bulletin d'information a changé de nom.

Cette décision est née lors de l'AG de Grenoble en décembre dernier. Sur le stand d'attac Isère, trônait leur bulletin d'info, son nom : *le Grain de Sable en Isère*. Ce nom renvoie aussi au journal électronique d'Attac France, le Grain de sable, qui nous l'espérons reverra le jour en 2010.

Et si nous formions plein de grains de sable ?

Vous savez ceux qui à force d'être nombreux finiraient par enrayer les rouages de la spéculation voire anéantir ce capitalisme financier qui, impitoyable, broie tant d'êtres humains et pille et saccage sans limites la planète. **Des grains de sable toujours plus nombreux qui porteraient un projet émancipateur !**

Nous ne renions pas la Lettre aux adhérents qui est diffusée depuis 11 ans, mais nous pensons que le nouveau titre inclut mieux les sympathisants, les curieux, bref tous ceux qui la lisent.

Valérie Brûlant

En 2010 soyez réaliste, adhérez à Attac !

En cette période particulière d'abdication des idées, avec des médias dominants dévoyés et des dirigeants aux ordres des lobbies et irresponsables face aux enjeux comme nous l'avons vu à Copenhague, **la nécessité d'un mouvement d'éducation populaire, fédérateur, porteur de résistances et d'alternatives tel qu'Attac s'avère plus que jamais d'actualité.**

Janvier 2010, Attac repart avec un nouveau CA élu pour 3 ans et une campagne d'adhésion où comités locaux, adhérents, fondateurs et presse amie sont sollicités pour y participer. **Objectif : 10 000 adhérents au 1^{er} mai !**

Ses analyses et propositions dans ce contexte de crises sociale, écologique et climatique sont plus pertinentes que jamais, son objectif émancipateur liant d'avantages l'action à la réflexion est au centre de son projet.

Or Attac a besoin de moyens financiers et de légitimité pour étendre son rayonnement. Mais la liste d'adhérents diminue tandis que celle de sympathisants s'allonge. Attac Allemagne est en expansion, un jeune d'Attac Togo est venu dire son attachement à Attac France lors de la conférence des Comités locaux en novembre dernier.

Alors adhérez en fonction de vos moyens, et agissez en fonction de vos disponibilités. Adhérer c'est déjà agir!

Valérie Brûlant

CONTACTS

Préparation des réunions publiques (Jas et Ligourès) : M et J Fourny 04 42 21 65 45

Stand marché Richelme samedi à partir de 10h00 : Gérard Amy
gerard.amy@univ-provence.fr

Stand marché Bois de l'Aune (Jas) samedi à partir de 10h30:J.et M Fourny 04 42 21 65 45

Tractage, affichage :

Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

Responsable fichier adhérents :

Valérie Brûlant 06 77 74 58 85

Contact presse : Bernard Lagune 04 42 21 16 68

Echanges sur l'économie avec Renaud Gallimard : en collaboration avec l'Université populaire, 2ème jeudi du mois à 19h00, au Ligourès, Place Romée de Villeneuve, Aix contact : Madeleine Liotier au 04 42 27 33 49

Groupe de Travail Dette : réunion les 1er lundi du mois à 19h30 chez Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

HOPITAL : COMMENT CREER UN MARCHÉ QUI N'EXISTE PAS ...

A partir d'un article du professeur Grimaldi, de La Pitié Salpêtrière, Monde Diplomatique novembre 2009

Comment créer un marché ?

D'abord par la **mise en place d'un financement par un pseudo prix de marché administré** (la tarification par pathologie dite à l'activité ou T2A), et surtout en imposant une convergence des tarifs, d'abord **intra-sectorielle** (entre tous les hôpitaux) puis **inter-sectorielle** (public-privé), comme le réclame à corps et à cris la Fédération de l'Hospitalisation Privée (FHP).

Ensuite, **en supprimant**, dans la loi « hôpital, patients, santé et territoires » (HPST) adoptée en juillet 2009, **les trois secteurs** : hôpitaux publics, hôpitaux privés à but non lucratif participant au service public, et cliniques privées commerciales. **Ils seront rassemblés** sous le joli nom « **d'établissements de santé** », afin de créer sous la houlette des agences régionales de santé (ARS) « un grand service public unifié de santé ». Tout l'art de la communication est dans « **l'unifié** », qu'il faudrait traduire par « **vente à la découpe des missions de service public** » allant jusqu'à « la formation des internes et des chefs de cliniques » au privé. Le but des cliniques commerciales est tout simplement d'accueillir des internes en fin de cursus et d'assurer ainsi le recrutement de leurs futurs chirurgiens.

Le projet avancement pas à pas.

- Première étape en 2004 : **le paiement à l'activité** sera progressif et ne dépassera pas les 50% du budget hospitalier, délégation des pouvoirs de gestion aux médecins, augmentation de l'activité.
- Deuxième étape en 2008 : T2A à 100%, **cogestion entre les médecins et l'administration**, amélioration de « l'efficience ».
- Troisième étape en 2009 : loi HPST, fin de la cogestion, **le pouvoir est transféré au directeur** (les médecins sont là pour obéir au directeur), plafonnement des emplois et donc réduction de l'activité.
- Très vite, nous allons connaître la quatrième étape : changement **de statut des médecins hospitaliers qui vont devenir contractuels** (comme les directeurs d'hôpitaux.)
- Puis la cinquième étape : **changement de statut de l'hôpital public**, qui deviendra un établissement privé à but non lucratif, et changement de statut pour les personnels nouvellement embauchés.

Parallèlement pour « sauver la Sécu », il est prévu **d'augmenter ce qui reste à charge des patients** (franchises, forfaits, augmentation des tarifs des

mutuelles, etc.,...), puis de **transférer la gestion du financement** des Affections Longues Durées (ALD) aux mutuelles et aux assurances privées, au nom de l'amélioration de la qualité des soins grâce à des « contrats qualité personnalisés » négociés entre les assureurs et les professionnels.

On peut imaginer une sixième étape, avec la fin du monopole de la Sécurité Sociale, et une septième, avec l'abrogation de l'Objectif National de Dépense de l'Assurance Maladie (ODAM) qui fixe à ce jour le montant du budget public national de la santé. Désormais les tarifs seront libres, fixés par la concurrence « non faussée » sur le marché, qui sera d'ailleurs un grand marché européen. Ainsi pourra naître un **nouveau système de santé, véritable coproduction franco-américaine** ayant gardé du **système français la CMU** et le financement des cas les plus graves par la collectivité, et ayant pris au **système américain la gestion par les assureurs privés** du marché rentable de la santé : un cauchemar pour les malades et pour les médecins, un rêve pour les assureurs et les « nouveaux manageurs ».

En réalité, nous sommes au milieu du gué, et nous devons déconstruire cette logique obéissant purement aux règles managériales, faisant passer l'humain à la trappe, cachées **sous une communication fort habile** : les infirmières ou médecins sont devenus des « **producteurs de soins** », les patients ou usagers sont devenus « **les consommateurs ou clients** », la santé devant répondre avant tout aux besoins de la population est transformée selon cette même **logique « en parts de marché à gagner »**, le dévouement de l'ensemble des personnels de santé est réduit « **aux gains de productivité** », « **de travail à flux tendus** » niant toute dignité tant pour les patient(e)s que pour les soignant(e)s, etc

Détruisant ce que le **Conseil National de la Résistance** suite à une des plus belles conquêtes du mouvement ouvrier dans un pays en ruine au sortir de la guerre a mis en place la Sécurité Sociale fondée sur le principe de solidarité « **de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins** »

Encore devrions-nous **appréhender la santé dans sa globalité**, celle-ci n'est pas à réduire aux soins, même si leur prise en charge reste essentielle, ne serait-ce que pour soigner ce que ce système économique entraîne comme dégâts. Il nous faut l'appréhender en parlant aussi de **la santé au travail**, de l'inadmissible compétitivité (cf. France Télécom) et du sens à donner à l'activité en changeant radicalement nos modes de production, de consommation et d'échanges, par de véritables politiques de santé publique commençant par

la **façon de se nourrir** par une agriculture, nourricière pour les producteurs, de qualité et de proximité (et non cette agriculture intensive bourrée de pesticides, herbicides et autres radiations), par une **éducation à la santé** commençant dès l'école, par les préventions, par la qualité de l'air et de l'eau, etc., etc.

L'histoire n'est jamais finie mais soyons conscient(e)s que **la santé ne peut pas être défendue par les seuls professionnels**, c'est ensemble que nous devons en appeler à une insurrection des consciences, individuelle et collective, comme il est écrit dans le livre de **l'Appel des appels**. Parce que cette logique comptable répondant aux canons d'un système économique capitaliste est inacceptable car inhumaine

pour les citoyen(ne)s d'ici et de là-bas et parfaitement a-démocratique et parce que nous devons nous libérer de cette uniformisation délétère et de nous débarrasser de notre ethnocentrisme.

L'ensemble des Services Publics comme les biens communs de l'humanité, parce qu'ils ont à voir avec les **libertés fondamentales et les droits fondamentaux** doivent être sortis du marché, de la loi de la concurrence, comme il est très justement écrit dans le **rapport d'orientation voté lors de l'Assemblée générale d'Attac** de décembre dernier à Grenoble, tout comme la démocratie et l'autonomie constituent la finalité et les moyens pour faire advenir cet autre monde aussi possible que nécessaire.

Claude Ramin

DE QUOI LA SOI-DISANT MALEDICTION D'HAÏTI EST-ELLE LE NOM?

Haïti a subi un terrible séisme mais les conséquences en sont d'autant plus dramatiques que le pays était déjà dans une situation catastrophique qui n'a rien de naturel. Ce passif rend ce petit pays encore plus vulnérable à une mainmise étrangère. Aujourd'hui l'aide d'urgence internationale se déploie et c'est indispensable, mais face au chaos que l'on décrit à l'envi (c'est à peine si l'on signale qu'il existe encore un gouvernement) on est amené à se poser deux questions:

Comment Haïti en est arrivée là? Que faire pour éviter une nouvelle colonisation à l'avenir?

Il y a de quoi s'interroger:

Comment la première République noire libre du monde qui a mis en déroute l'armée française, conquis son indépendance et aboli l'esclavage dès 1804, peut-elle en 2010 être encore sous la menace d'une tutelle internationale?

La rançon française

Sans vouloir simplifier l'histoire car les causes restent multiples, **il est indéniable que la réaction de la France en 1825 de faire payer à Haïti son indépendance par une dette colossale de 150 millions de francs or équivalents de 21 milliards de dollars actuels, a plombé gravement son avenir.**

Cette dette odieuse injustement payée et que la France devrait rendre permet de remettre à sa juste place « la générosité de la France »

Ainsi Haïti est entrée dans une spirale infernale d'endettement, aggravée ensuite par de multiples interventions militaires américaines justifiées par de nobles motifs comme en 1915.

Les emprunts auprès du FMI et de la BM toujours accompagnés de conditionnalités ravageuses achèveront de livrer le pays aux puissances étrangères, ruineront son agriculture et supprimeront toute réelle

souveraineté, ce qui explique la situation de chaos actuelle.

Le pire est que l'endettement a toujours fait très bon ménage avec la corruption et le despotisme, comme on l'a vu au Congo ou en Argentine.

Les grandes puissances créancières ont donc largement soutenu les 29 ans de dictature des Duvalier père et fils, et la France continue à offrir l'asile politique à J.C Duvalier qui fait pourtant l'objet d'une procédure judiciaire en Suisse pour un détournement de 900 millions de dollars.

Les chefs d'état européens qui versent actuellement des larmes de crocodiles sur les malheurs d'Haïti, ont aussi profité de la faiblesse de ce pays pour l'obliger à signer des Accords de Partenariat Economiques, programmés pour piller ses ressources.

Si l'annulation totale de la dette d'Haïti est une condition première pour que le pays se relève il y a de quoi s'inquiéter face à la déferlante militaire américaine pour l'avenir.

Le pays possède un riche sous sol (pétrole, or, cuivre et surtout iridium, très recherché pour l'armement). Il sera tentant de mettre le pays sous tutelle, de profiter de l'état de choc comme cela a déjà été fait ailleurs pour exproprier plus vite les populations, privatiser ce qui était encore public, exploiter avec l'aide occidentale les ressources au bénéfice de l'étranger et des créanciers

A nous de répondre dans les mouvements sociaux, à l'appel international du peuple haïtien à la solidarité et au respect de la souveraineté populaire pour faire obstacle à ces projets et redonner l'initiative à ceux qui veulent une reconstruction répondant aux besoins des haïtiens les plus pauvres.

Raymonde Lagune

LA MISE EN PLACE D'UNE ECOLE NEOLIBERALE

Alors que les chefs d'Etat de l'UE se targuaient en 2000 à Lisbonne de faire **de l'Europe d'ici 2010 l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde grâce aux investissements dans l'éducation et la recherche**, on assiste au contraire en France à un **désinvestissement de l'Etat** qui diminue le nombre de fonctionnaires, mais **multiplie par 2,3 les postes offerts au concours de recrutement des professeurs du privé**. La logique globale est de développer la **concurrence à tous les niveaux** (entre les élèves, les professeurs, les établissements), conformément à la loi du marché. Certes, il y a encore **trop d'élèves qui ne parviennent pas à réussir à l'école** malgré les progrès considérables accomplis en matière d'élévation du niveau d'éducation de la population (64 % d'une classe d'âge au baccalauréat contre 20 % en 1970). Certes, il y a aussi **trop de stress à l'école pour les élèves comme pour les professeurs**. Ces derniers espèrent depuis longtemps une réforme qui leur permettrait de mieux accompagner les élèves par des moyens simples et dont l'efficacité est connue de tous : **travail plus fréquent en effectifs réduits, par groupes de projets et heures de soutien**. Ce gouvernement vend au public sa **réforme des lycées sur l'idée de 2 heures de soutien individualisé** alors qu'il est impossible à mettre en place faute de moyens. Le **fossé va donc se creuser** encore entre ceux qui pourront éviter les **établissements ghettos, payer des heures de soutien** ou d'approfondissement accéder aux établissements supérieurs sélectifs, **payer des conseiller d'orientation** et ceux qui seront assignés aux marges de la société, avec un niveau d'éducation basique !

LES REFORMES EN COURS

Décret EPLE (Etablissements publics locaux d'enseignement)

- Le Conseil d'administration est dessaisi d'une partie de ses prérogatives au profit du chef d'établissement qui décidera seul de la répartition des moyens horaires
- Les Etablissements proposeront des formations « à la carte » : fin prévisible des diplômes nationaux

Dans les écoles primaires :

- Disparition des équipes de soutien spécialisées pour les élèves en difficulté.
- Mise en place d'évaluations en cours d'année mettant élèves et enseignants sous pression alors que le programme n'est pas encore traité.

Au collège Le socle commun et le livret de compétences :

- Il s'agit de compétences minimales, conformément aux objectifs de l'OCDE, permettant de trier ceux qui iront au lycée général et technologique (50 % au lieu de 58 % actuellement)
- Evaluation simplificatrice et stigmatisante : acquis non acquis sans nuance.

La réforme des lycées

- Baisse drastique des effectifs : -45000 postes depuis 2007, 16000 à la rentrée prochaine (non justifiée par l'évolution démographique)
- Disparition d'heures disciplinaires au profit d'aide dite individualisée (2h hebdo) avec... un prof pour 35 élèves !
- Mise en concurrence des disciplines (donc des professeurs) pour l'obtention d'heures en effectif restreint pour 1/3 de l'horaire élève (10h hebdo)
- Mise en place d'un Conseil Pédagogique désigné par le chef d'établissement qui introduit une hiérarchie entre collègues et des comportements potentiels de petits chefs
- Mise en concurrence des établissements par la disparition de la carte scolaire : phénomène rapide de ghettoïsation déjà visible
- Disparition prévisible de nombreux bacs technologiques industriels par des orientations en bac professionnels réduits à trois ans au lieu de quatre
- Disparition des conseillers d'orientation psychologues remplacés par un serveur informatique
- Formation des professeurs bâclée : en Master 1 ils préparent le master, le concours et doivent effectuer 6 semaines en classe sans préparation. En Master 2, ils doivent prendre directement en charge un poste à temps complet pendant les 2/3 de l'année, puis seront remplacés par des Master 1 ou vacataires
- Aucune concertation avec les parties prenantes, contenus définis à la va-vite, considérés comme secondaires (il s'agit de faire des économies sur la structure)

Il faut sauver l'école républicaine et œuvrer à développer la démocratisation scolaire, c'est possible, sans dépenser plus, mais certainement pas en renforçant la concurrence et en privatisant l'Education !

Isabelle Poncet

N'oubliez pas de renouveler votre adhésion pour soutenir nos actions